



déclaration CTPD 33 du 03/11/2011

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Nous siégeons, aujourd'hui, pour la dernière fois en Comité Technique Paritaire Départemental.

L'UNSA-Education tient à souligner, solennellement, son attachement au paritarisme, à cette occasion. Nous formulons le vœu que la représentation administrative du futur Comité Technique permettra de maintenir la diversité de la représentation qui fait la richesse des débats et permet une approche cohérente de la maternelle au lycée. Nous formulons aussi le vœu que le futur Comité Technique ne soit pas une simple chambre d'enregistrement de questions et de doléances où les réponses seraient différées, faute de personne compétente pour répondre.

Nous examinons aujourd'hui le bilan de rentrée 2011, un bilan de rentrée qui confirme, malheureusement, toutes nos prévisions précédentes.

Dans le 1^{er} degré, le CTPA de janvier a attribué à la Gironde 127 955 élèves, soit 412 de plus qu'en 2010 avec 0 moyens. Nous dénonçons déjà l'absence de moyens supplémentaires et la minimisation de la hausse des effectifs que nous évaluons au double.

Au CTPD d'avril, vous aviez commencé à accentuer la hausse des élèves en prévoyant 128 125 élèves. Effectivement, malgré toutes les modélisations possibles, on ne peut pas cacher les élèves qui sont là !

Au CTPD de juin, vous prévoyiez 128 268 élèves.

Au constat, aujourd'hui, nous avons 128 553 élèves soit 1010 élèves de plus et toujours ... 0 moyens de plus !!

Comment espérer améliorer ce qui était déjà catastrophique en Gironde :

- la scolarisation des 2 ans
- le remplacement
- la formation continue
- l'enseignement spécialisé
- le taux d'encadrement avec un P/E qui passe de 5,08 à 5,03.

Nous redingringolons dans les fins fonds des classements. La demande intersyndicale de plan de rattrapage est toujours d'actualité !

*l'éducation,
notre terrain d'action*



S'ajoutent à cela, les difficultés croissantes de la direction d'école associées à la non reconnaissance de l'aide administrative absolument nécessaire.

S'ajoute à cela la déstabilisation des RPI avec les nouvelles modalités de fonctionnement des Conseils d'Ecole qui nient l'entité RPI.

Dans le 2d degré, pour 1226 élèves de plus, nous avons 1110,69 heures en plus. Autant dire que le compte n'y est pas !

Traduisons cela : nous avons l'équivalent de 41 divisions à 30 élèves et 27h par division. Nous n'avons donc les moyens que pour 41 classes de 5° à 30 élèves en Gironde (sachant qu'il faut 28 heures en 6°, 28.5 en 4°, 3°, 39 heures en seconde ...)
Ajoutons à cela que sur les 61.7 ETP accordés, seulement 28 se traduisent en postes.

La précarité continue à progresser en Gironde.

Et ne parlons pas du remplacement qui est quasiment dévolu aux contractuels.

Et ne parlons pas de l'encadrement global des établissements qui diminue d'année en année, les charges de travail ne cessant, elles, de croître.

Avec une démographie largement positive, moins de moyens cela se traduit par une dégradation de notre service public d'éducation en Gironde.

Je l'ai déjà dit, découragement et lassitude se répandent dans nos écoles et nos établissements scolaires.

Il est crucial, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, de stopper ce plan de destruction massive d'emplois publics dans l'Education.

En période de crise, il faut cesser d'aller à contre courant du nécessaire investissement dans l'éducation et la formation. Pour l'UNSA-Education, il y a urgence à changer de cap!

Pour la délégation UNSA-Education Gironde
Evelyne FAUGEROLLE

